Madeleine Rebérioux : de l'histoire ouvrière à l'histoire sociale

Françoise Blum, Rossana Vaccaro

▶ **To cite this version:**

Françoise Blum, Rossana Vaccaro. Madeleine Rebérioux : de l'histoire ouvrière à l'histoire sociale. Cahiers Jaurès, 2007, janvier-juin (183-184), p. 65-80. hal-00666810

HAL Id: hal-00666810
https://hal.science/hal-00666810

Submitted on 6 Feb 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Madeleine Rebérioux : de l'histoire ouvrière à l'histoire sociale

Pour suivre, à travers Madeleine Rébérioux, les évolutions de l'histoire ouvrière et l'élargissement de son champ à une histoire sociale plus globale, des années 60 aux années 80, il est intéressant sinon nécessaire de tracer les grandes lignes d'une typologie de ses écrits d'une part, et d'autre part de s'interroger sur ses positions institutionnelles. Dans le cadre de cet article, nous ne pourrons qu'esquisser l'ambitieux projet annoncé par le titre ci-dessus. Cette esquisse, qui mériterait d'être complétée, a été élaborée notamment grâce à des entretiens menés auprès d'historiens qui, élèves ou collaborateurs de Madeleine Rébérioux , ont tous reconnu lui devoir quelque chose. Il s'agit de Patrick Fridenson, Jean-Louis Robert, Michel Pigenet, Antoine Prost et Danièle Tartakowsky[1], qui sont actuellement membres du comité de rédaction de la revue *Le Mouvement social* dont il sera beaucoup question dans cet article. Qu'ils soient remerciés de leurs témoignages.

De l'oeuvre de Madeleine Rébérioux, on peut tirer quelques fils : histoire du socialisme (où Jaurès bien sûr occupe la place que l'on sait[2]), histoire de la classe ouvrière, histoire de l'Affaire Dreyfus, histoire de la culture. A Jaurès et au socialisme, elle fut toujours fidèle. De l'Affaire Dreyfus elle disait déjà beaucoup dans ce quasi-best seller que fut la *République radicale.*[3] Ce livre qui ouvrit des perspectives insoupçonnées à beaucoup de jeunes historiens, tels Jean-Louis Robert et Danielle Tartakowsky, tranchait sur le côté « manuel » de la plupart des ouvrages de la même collection. De l' « Affaire » elle en dit beaucoup également à travers les intellectuels dreyfusards, Zola, Anatole France et, bien entendu, à travers Jaurès. Ce thème sera aussi l'objet privilégié d'écrits tardifs, majoritairement rédigés quand elle est elle-même présidente de cette ligue des droits de l'homme à laquelle elle adhère pendant la guerre d'Algérie.

A l'histoire de la classe ouvrière, elle vint plutôt via Mai 68 et son enseignement à Paris VIII-Vincennes. L'idée d'un ouvrage sur la Fédération CGT du livre[4] lui fut soufflée par des étudiants typographes et elle y consacra trois années de séminaire : « Dans le département d'histoire, nous n'étions pas au service mais à l'écoute de la demande étudiante. Quelques

[1] Ces entretiens se sont déroulés au CHS et à l'EHESS, courant février 2006.
[2] Voir à ce propos : Gilles Candar,....
[3] Madeleine Rebérioux, *La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Editions du Seuil, 1975, 253 p., (Points Histoire).
[4] M. Rebérioux, *Les ouvriers du livre et leur fédération*, Paris, Messidor/Temps actuels, 1981, 237 p.

typographes inscrits à l'université et peu satisfaits de la façon dont ils enseignaient aux membres de la Fédération française des travailleurs du livre l'histoire de leur organisation syndicale, vinrent me demander de créer sur cet objet "une unité de valeur" »[5]. De même l'organisation, en 1978, du colloque « Les femmes et la classe ouvrière » fut, selon ses propres dires, le produit de l'influence de collègues, de l'air de Vincennes où l'on ne pouvait plus ignorer l'existence de ce pan entièrement neuf de l'historiographie, largement impulsé à ses origines par le mouvement féministe, qu'était l'histoire des femmes. Le colloque, très curieusement et malheureusement ne fut jamais publié, mais est resté, pour tous ceux qui ont gardé mémoire de ces années, un évènement « énorme » (selon les mots de Patrick Fridenson). Il faut d'ailleurs noter à ce propos que si Madeleine Rébérioux a quelques fois traité des femmes et de l'Internationale, des femmes et de la classe ouvrière et si l'ouvrage consacré aux ouvriers du livre et leur fédération s'ouvre sur la question des femmes, elle ne fut pas malgré tout une des initiatrices de cette histoire et ne fut guère sensible à l'usage de concepts, certes plus tardifs, tels que le genre.

Quant à l'histoire culturelle, elle en a déjà une solide expérience quand elle s'y implique à travers l'objet « expositions universelles » au début des années 1980, expositions universelles auxquelles elle consacrera un séminaire en même temps qu'elle préside aux destinées du Musée d'Orsay. Tous ceux qui ont connu Madeleine Rebérioux ou qui l'ont lue savent qu'elle n'omettait jamais les références à la littérature et qu'elle en nourrissait son oeuvre historienne. C'est à elle qu'on doit également les premiers comptes rendus de films dans les colonnes du *Mouvement social* et les premiers articles consacrés au thème « cinéma et histoire ». C'est elle encore qui coordonne les numéros spéciaux du *Mouvement social* « Critique littéraire et socialisme au tournant du siècle» en 1967 et « Culture et militantisme en France. De la belle époque au Front populaire » en 1975. Cette part de son œuvre semble à beaucoup l'une des plus originales, sinon même la plus originale. Tous nos interlocuteurs en ont souligné l'aspect profondément novateur. Cet intérêt pour la culture, qui a même été l'objet d'un de ses premiers cours à Vincennes (Art et société) est peut-être chez elle intervenu trop tôt pour être pleinement apprécié et exploité à une époque où le poids de l'histoire politique était écrasant. Elle ne semble pas non plus s'impliquer dans des débats conceptuels, alors même que l'histoire culturelle fut par la suite le lieu de discussions

[5] Madeleine Rebérioux, *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Paris, Belin, 1999, 542 p., p. 12-13. (Une unité de valeur était à l'époque une partie de l'enseignement obligatoire pour obtenir le diplôme de licence).

théoriques qui contribueront largement à remettre en cause les certitudes de l'histoire sociale. Elle en dit simplement « l'histoire culturelle, concept qui reste à préciser »[6], évacuant ainsi toutes incertitudes méthodologiques. Ceci dit, chez Madeleine Rebérioux, l'approche culturelle n' a jamais été dissociée de ses intérêts pour le socialisme et les cultures militantes. Et au Musée d'Orsay, en bonne historienne, elle va imprimer durablement une marque didactique et pédagogique. L'importance considérable accordée aux « pompiers », c'est-à-dire à une peinture dominante au tournant du siècle, même si le temps n'en a pas consacrée la valeur artistique, en est le signe manifeste. De même, toujours dans le cadre de son travail au Musée, elle a essayé d'ancrer le culturel dans l' économique et le technique.

Il y a dans la trajectoire bibliographique de Madeleine Rébérioux la marque visible d'une évolution précoce qui la mène de l'histoire politique à l'histoire sociale et culturelle mais qui ne la conduit jamais à négliger ses premiers amours (Jaurès, le socialisme) : elle en recentre seulement parfois l'éclairage. Certes, il y a chez elle évolution historiographique - et il ne pouvait en être autrement - mais elle se distingue avant tout par sa fidélité à des convictions et à des engagements qui lui dessinent un « parcours engagé »[7] : de la classe ouvrière aux droits de l'homme, de l'ouvrier universel au petit capitaine juif comme symbole d'une humanité bafouée. Et tout cela est déjà dans Jaurès. Dans les années 1980, elle peut encore dire que l'ambition de nombreux chercheurs, dont elle-même, a été d'essayer d'adopter une attitude « scientifique » mais non « neutre ». Madeleine Rebérioux a toujours abordé ses sujets avec une forme d'empathie qui a peut-être été l'atout, la force, parfois aussi la faiblesse, des historiens de sa génération : historiens pour qui la carrière académique n'était point au cœur de leurs préoccupations.

Cette grande liberté qui était la sienne lui a conféré une position tout à fait unique. Les élèves de cette enseignante charismatique ont évidemment, bien plus qu'elle, et sous sa direction, épousé dans leurs travaux les flux et les reflux d'une histoire sociale qui abandonnait progressivement le paradigme labroussien. Il est intéressant à cet égard de prendre en compte les préfaces (et il y en a des dizaines) qu'elle a rédigées : intéressant parce que cela donne une idée de son rayonnement et des influences qu'elle a pu exercer. Egalement, peut-être, parce que dans ses préfaces, elle parle beaucoup d'elle-même, bien souvent autant que du livre qui va suivre. Cependant, l'évolution historiographique de

[6] Madeleine Rebérioux, « Culture et militantisme », in *Le Mouvement social*, numéro 91, avril-juin 1975, p. 3.
[7] *Parcours engagés* est le titre qu'elle choisit pour son recueil d'articles publié en 1999.

Madeleine Rebérioux est encore plus nettement lisible dans son parcours institutionnel. Elle a surtout joué un rôle dans les évolutions de l'histoire ouvrière et sociale à partir des charges qu'elle a occupées dans l'institution et qui la situent au cœur même du changement. Que ce soit au *Mouvement social*, dont elle préside aux destinées à partir de 1971, avant de passer le flambeau à Patrick Fridenson en 1981, ou au groupement de recherche « Travail et travailleurs en France au XIXe-XXe »(1981-1991) (les deux étroitement liés à l'actuel Centre d'histoire sociale du XXe siècle[8]), elle participe au repositionnement de l'histoire ouvrière.

Madeleine Rebérioux entre au Comité de rédaction du *Mouvement social* en mars 1961 et en devient directrice en 1971, succédant ainsi à Jean Maitron. Maitron, qui, comme elle a pu le dire et l'écrire à maintes reprises, fut son mentor et lui donna le goût des archives. L'influence est certes un concept qui se prête mal à la mesure mais en dehors de toute quantification, il est incontestable que si quelqu'un a eu de l'influence au *Mouvement social*, c'est bien Madeleine Rebérioux. Toute personne qui l'a un tant soit peu connue sait qu'avec sa forte personnalité elle n'aurait pu être une directrice effacée. Cela dit, il est également incontestable qu'elle a toujours cru au travail collectif : alors même qu'elle en joue le rôle, elle n'apparaît jamais dans la revue en tant que directrice de publication, elle est un membre parmi d'autres du comité de rédaction.

Le numéro 100 du *Mouvement social*[9] offre un bon observatoire pour comprendre les premières questions et évolutions qui ont structuré la revue, avec Madeleine Rebérioux ou autour d'elle. Ce numéro représente un tournant, le moment où l'on fait le bilan des années passées et où l'on trace les orientations pour l'avenir. Madeleine Rebérioux dirige alors la revue depuis cinq ans. Une table ronde est organisée, largement préparée par Michelle Perrot, qui réunit quelques historiens, historiennes, membres de la revue comme Jacques Julliard, Jacques Ozouf, Maurice Agulhon, François Bédarida, et Jean Bouvier, ou qui vont le devenir, comme Antoine Prost, Danielle Tartakowsky, René Gallissot, tous ayant subi peu ou prou l'influence d'Ernest Labrousse. Leurs horizons politiques ne sont cependant pas identiques. Depuis les origines et l'entrée de Madeleine Rebérioux au *Mouvement social*[10], la gamme des opinions représentées s'est élargie. A côté des membres ou ex-membres du Parti communiste, nous trouvons maintenant des représentants d'une sensibilité catholique sociale. La filiation

[8] Le Centre d'histoire sociale du XXe siècle (Université Paris 1/CNRS) est la nouvelle appellation de l'ancien Centre d'histoire su syndicalisme fondé par Jean Maitron en 1963.
[9] juillet-septembre 1976.
[10] Sur les origines du *Mouvement social* voir l'article de F. Blum dans ce même numéro.

proudhonienne, présente dès les origines autour de Jean Maitron et de l'Institut français d'histoire sociale[11], n'est pas non plus absente. Il semble qu'il y ait dans la capacité de ces historiens à dépasser les clivages politiques, pourtant très violents dans le mouvement ouvrier lui-même, une caractéristique de l'historiographie ouvrière française. C'est peut-être la grande réussite du *Dictionnaire* Maitron[12] et du *Mouvement social* que d'avoir réuni ces hommes et ces femmes venus d'horizons politiques différents, rendant ainsi possible des entreprises collectives conférant à l'histoire sociale un esprit pluraliste. Cependant, quelle que soit leur sensibilité politique, ces historiens n'en ont pas moins été tous profondément bouleversés par Mai 68. Outre cette commune expérience, d'autres facteurs peuvent aussi être invoqués comme conditions de possibilité d'une collaboration réussie. Il est par exemple certain que dans un pays où la discipline historique est encore reine et où seule l'excellence de certains parcours scolaires et la réussite à de prestigieux concours peuvent ouvrir toutes grandes les portes de l'université, le sentiment d'appartenir à une corporation peut, au-delà des clivages politiques, représenter un ciment assez fort pour permettre un travail collectif scellé au sceau de la scientificité. Maitron constitue en cela l'exception : cet ancien instituteur ne fut jamais tout à fait intégré ni reconnu à la Sorbonne.

A l'occasion de la sortie du numéro 100 du *Mouvement social*, il s'agit donc de s' interroger sur le devenir de la revue et, tout d'abord, sur la contradiction éventuelle que représente son inscription universitaire par rapport à son caractère militant : revue universitaire et/ou revue militante ? *Le Mouvement social* doit-il conserver cet engagement qui fut sa marque de fabrique à la naissance ou s'orienter vers un strict professionnalisme ? Il semble d'ailleurs que ce soit l'hémorragie des abonnés qui ait éveillé des inquiétudes. Cette hémorragie correspond sans doute au désistement d'anciens membres de l'IFHS, qui suivent Maitron quand celui-ci quitte l'Institut[13], mais qui abandonnent en même temps la revue. Ainsi Jacques Julliard affirme-t-il : « Pour le public de notre revue, il me semble que la question est déjà tranchée ; les études faites sur nos abonnés comme les conversations que nous avons eues avec des responsables syndicaux montrent que l'intérêt pour une revue telle que la nôtre (je ne dis pas chez les ouvriers, mais chez les militants ouvriers, ce qui est déjà beaucoup plus restreint) est extrêmement limité »[14]. Certains des historiens présents

[11] Maitron fonde l'IFHS en 1949, dans les locaux des Archives nationales.
[12] *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français 1789-1939*, sous la dir. de J. Maitron et Cl. Pennetier, Paris, Editions ouvrières/Editions de l'Atelier, 44 volumes, 1964-1997.
[13] Maitron quitte officiellement l'IFHS en 1969, suite à des dissensions internes.
[14] « Histoire ouvrière, histoire sociale (table ronde) », in *Le Mouvement social*, n°100, 1977, p. 61.

s'interrogent d'ailleurs sur la clarté du langage de la revue pour un public de militants. Les historiens du mouvement social sont-ils devenus trop universitaires ? Peut-on encore en tant qu'historiens, être au service de la classe ouvrière ? René Gallissot apporte une réponse : « Nous sommes des historiens autonomes, certes. Mais cette autonomie s'exerce sur un objet fondamentalement à charge politique, à charge d'engagement dans l'évolution historique »[15]. Cependant, des doutes forts sont exprimés sur la vocation militante de la revue. Maurice Agulhon est à cet égard très clair. Il n'y a pas lieu pour lui de s'inquiéter des évolutions trop universitaires de la revue. Les historiens militants ont d'autres vecteurs d'expression. Il pense notamment à des revues comme les *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, liés au PCF, qui ont ouvert des perspectives à de jeunes historiens. D'autre part, les organisations syndicales paraissent mieux en mesure désormais de prendre en charge sinon leur propre histoire, du moins la gestion de leurs archives. La bibliothèque marxiste a été créé en 1957, un service de documentation avait été ouvert à la CFTC en 1958, la FEN a créé son centre de documentation fin 1970 et la CGT met sur pied un Institut d'histoire sociale qui ouvrira ses portes quelques années plus tard, en 1982. Pour Agulhon donc *le Mouvement Social* est désormais : « un regroupement de spécialistes ayant pour dénominateur commun une discipline, un champ d'études »[16]. De même Antoine Prost qui des deux voies possibles, celle de « l'intensification des liens avec le mouvement ouvrier » et celle « d'une revue purement professionnelle »[17], choisit la seconde.

Ces positions s'expliquent peut-être aussi parce qu'à cette époque, l'ancrage universitaire de la revue est loin d'être encore assuré. Maitron, le maillon faible du groupe, l'ancien instituteur qui n'a pas derrière lui un parcours d'excellence, vient de se faire refuser un poste de maître de conférence du fait d'un fort mauvais rapport de soutenance de thèse, preuve s'il en est que la Sorbonne n'ouvre pas sans réticences ses portes à l'histoire ouvrière. Pour toute réponse, Colette Chambelland prendra l'initiative de diriger des *Mélanges offerts à Jean Maitron*[18], mélanges bien sûr habituellement consacrés à des chercheurs ayant atteint le sommet de leur carrière, pour lesquels Madeleine Rebérioux obtiendra des Editions ouvrières la création de la collection les *Cahiers du Mouvement social*. C'était, selon le témoignage de Patrick Fridenson, le « Front commun contre l'université ». On sent néanmoins à la lecture de ces pages que les dés sont jetés et que la reconnaissance se fait au prix de l'abandon du

[15] *Ibid.*, p. 62
[16] *Ibid.*, p. 54.
[17] *Ibid.* p. 59.
[18] *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, Les Editions ouvrières, 1976, 283 p.

mélange des genres : la revue sera donc d'abord une revue universitaire. Ce dont il est question dans cette table-ronde, c'est bien de la confrontation avec l'abandon progressif des visées militantes de la première heure. C'est sans doute déjà là le début d'un processus de deuil. D'autant que le choix n'est peut-être pas encore tout à fait assumé. En effet, alors que par ailleurs beaucoup d'illusions sont tombées, ces historiens sont toujours très soucieux de leur proximité à l'égard du mouvement ouvrier, et mus par l'exigence de faire un travail utile à la classe ouvrière, évidemment en toute indépendance des organisations. C'est le même Antoine Prost qui, tout en choisissant la voie de la professionnalisation de la revue, déclare : « Les historiens du *Mouvement social* pensent que la classe ouvrière est un agent privilégié de transformation de la société »[19] et il ajoute : « Nous pouvons en effet être utiles au mouvement ouvrier »[20]. Il reste donc la volonté affichée de garder le contact étroit avec les organisations ouvrières, de coller aussi à leur demande. C'est ainsi que Madeleine Rébérioux, Patrick Fridenson, Jacques Girault et Guy Bourdé vont organiser à la même époque des rencontres avec la CGT et la CFDT pour réfléchir avec leurs militants à des thèmes de recherche qui soient près de leurs préoccupations. Cette démarche sera à l'origine d'au moins deux numéros de la revue : celui consacré aux prud'hommes et celui consacré à l'usure au travail[21].

Cette table ronde est d'autant plus emblématique qu'on y discute des perspectives épistémologiques du *Mouvement social*. Un premier bilan est établi. Sur 185 articles publiés par la revue, 1/3 est consacré au mouvement ouvrier de 1848 à 1914. Des insatisfactions s'expriment : elle portent à la fois sur l'étroitesse du champ chronologique, sur la timidité de l'ouverture à l'international et à d'autres approches comme l'approche ethnologique ou l'histoire des mentalités. Certains, autour de la table, émettent même l'hypothèse que ces timidités sont dues à la cohabitation d'historiens de sensibilités différentes dont le travail collectif ne peut réussir qu'au prix d'une certaine autocensure, notamment sur des questions plus immédiates. D'après Patrick Fridenson et Antoine Prost, Madeleine Rebérioux a toujours éprouvé une grande réticence à voir les historiens traiter de l'histoire du temps présent (peut-être le refus de se confronter à l'histoire du parti communiste ?). La seule exception, mais de taille, à cette règle avait été la *Sorbonne par elle-même*, un numéro spécial du *Mouvement*

[19] « Histoire ouvrière, histoire sociale (table ronde) », in *Le Mouvement social*, n°100, 1976, p. 52.
[20] *Ibid.*, p. 66.
[21] *L*es *Prudhommes XIXe-XXe siècles*, n° 141, octobre-décembre 1987, *L'usure au travail,* n° 124, juillet-septembre 1983.

social [22], recueil à chaud de documents émanant des occupants de la Sorbonne en 1968. Néanmoins, les documents étaient produits sans commentaire, à l'exception d'une courte introduction, signée de Jean Maitron, Michelle Perrot et Madeleine Rebérioux, qui justifiait le recueil lui-même et l'ordre qui y était adopté. A aucun autre moment par la suite, ces historiens ne se sentiront suffisamment partie prenante dans un mouvement social pour suivre la voie ouverte avec *La Sorbonne par elle-même* : ni lors du mouvement étudiant en 1986, ni lors des grèves de 1995. Patrick Fridenson, proposant un numéro sur le mouvement de 1986, essuie un refus du comité de rédaction, sous le prétexte que les enseignants n'ont pas pris part à ce mouvement. Nous ne saurons pas quelle a été la position de Madeleine Rebérioux à ce sujet.

En cette année 1976, les historiens sont confrontés à l'émergence, sur le devant de la scène, de l'individu, en rupture d'organisations et de structures, individu sexué, ancré dans une culture qui n'est pas exclusivement militante et/ou nationale, qu'il faut désormais introduire dans la construction du collectif. Il y a là de toute évidence pour les historiens un problème de limites méthodologiques et d'accès aux sources. Dans les années 1970, de multiples histoires de vies ouvrières ou paysannes sont publiées, avec grand succès de librairie. Mais « l'individu » peut se révéler difficile à appréhender, compte tenue des outils qui avaient été jusqu'alors ceux des historiens. Cependant, les choses ne sont pas si tranchées : cette attention à l'égard de l'individu était déjà présente dans l'entreprise du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* et dans le colloque sur le militant ouvrier, acte fondateur de la revue *Le Mouvement social*[23], à ceci près que les militants du « Maitron » existent d'abord dans leur appartenance à une organisation ouvrière. Il est vrai également que l'on a trop réduit l'œuvre de Labrousse à cette phrase restée célèbre : « Pas l'homme, jamais l'homme» alors que déjà ses élèves, en s'intéressant au « militant », exploraient sous son égide l'hétérodoxie réelle de son œuvre, sous l'image fausse d'une univocité que Madeleine Rebérioux récuse vivement. Elle croit néanmoins nécessaire d'adapter ce modèle aux évolutions de la société française et notamment aux transformations de la classe ouvrière, pointées par les sociologues du travail des années 1950-1960, transformations qui remettent totalement en cause la vision monolithique qu'on en avait pu avoir : « Enfin notre conception de l'histoire ouvrière et de l'histoire sociale s'est élargie : nous intégrons aujourd'hui

[22] « La Sorbonne par elle-même. Documents ressemblés et présentés par M. Perrot, M. Rebérioux et J. Maitron », *Le Mouvement social*, n°64, juillet-septembre 1968.
[23] Cf. l'article de Françoise Blum dans ce même numéro, p.000.

l'histoire qu'on appelle ouvrière à une histoire du mouvement social plus ample capable de la prendre en charge de toute manière »[24]. Elle revendique un regard spécifique de l'historien qui, contrairement aux organisations ouvrières, ne perçoit pas la classe ouvrière comme seule pourvoyeuse d'identité. Mieux, elle déclare : « Le concept de classe n'est pas le seul que nous ayons à mettre en oeuvre. Tout travailleur intègre d'autres dimensions que celles de sa classe. Il est membre d'une famille, il vit dans une collectivité locale ; c'est un immigré de fraîche date, porteur d'une autre culture, ou il est inséré dans une région anciennement industrialisée. C'est un homme ou une femme[....]. En somme, nous pouvons aujourd'hui nous interroger sur le mouvement ouvrier en utilisant des problématiques pour lesquelles nous n'avons pas encore de vocations constituées, dont nous ne sommes pas « spécialistes », mais qui font l'objet de notre réflexion et peut-être déjà de notre recherche »[25]. N'est-ce pas là une sorte de programme que l'histoire sociale se devra de remplir au cours des vingt années suivantes ? Par rapport au rôle assigné quatorze ans plus tôt à l'historien de la classe ouvrière par Annie Kriegel et Jacques Rougerie[26], l'accent n'est plus mis ici sur la notion de structure. Sont désormais prises en compte les facettes multiples qui constituent l'identité d'un individu, non réductibles à la seule catégorie socioprofessionnelle, facettes dont l'analyse n'a pu et ne pourra être possible que grâce à d'autres démarches historiques et à d'autres disciplines.

Ces historiens, pourtant très avertis, se sentaient alors démunis face à des problématiques nouvelles qui s'ouvraient à eux : Madeleine Rebérioux avoue ne pas être « spécialiste », ce qui montre bien les raisons de l'ouverture de l'histoire sociale et de l'histoire en général aux autres sciences humaines. Il faut là aussi nuancer. L'obédience labroussienne n'avait pas empêché *Le Mouvement Social* de s'ouvrir, dès avant 1976, à d'autres disciplines. En effet, la sociologie du travail avait déjà fait une entrée en force avec un numéro spécial, en 1967, coordonné par Jean-Daniel Reynaud[27]. La linguistique y est également consacrée avec le numéro de Régine Robin « Langage et idéologie » en 1973[28]. Dans les années suivantes, l'ethnologie comme l'archéologie industrielle ne seront pas oubliées avec le numéro de 1977 consacré à Schneider à l'occasion de l'ouverture de

[24] « Histoire ouvrière, histoire sociale (table ronde) », in *Le Mouvement social*, n°100, 1977, p. 48.
[25] *Ibid.* p. 61.
[26] « Sources et méthodes pour une histoire sociale de la classe ouvrière », in *Le Mouvement social*, n°40, juilllet-septembre 1962, p. 1-13.
[27] « Sociologie et histoire », *Le Mouvement sociale*, n°61, octobre-décembre 1967
[28] « Langage et idéologie : le discours comme objet de l'histoire », *Le Mouvement social*, n°85, octobre-décembre 1973.

l'écomusée du Creusot[29] et avec des articles sur les mentalités ouvrières. L'accent est mis aussi sur les histoires ouvrières au quotidien (1984), les histoires de vie, et aussi les systèmes de valeur au sein des organisations ouvrières.

Au final, il nous semble que *Le Mouvement Social* des années 1980 a tenu le pari de l'ouverture chronologique et de l'introduction de thèmes novateurs, comme entre autres, celui des femmes (mais pas encore du genre) avec le numéro sans cesse cité de Michelle Perrot sur les travaux de femmes[30]. Cela ne signifie pas l'abandon de la lecture sociale du politique, spécifique au *Mouvement social*, lecture mâtinée de culturel, approche culturelle qui a été largement le fait de Madeleine Rebérioux. Signe des temps, cela se fait peut-être au prix de l'abandon progressif du mouvement ouvrier dans la revue. Dans un article de la fin des années 1980, consacré à « une radiographie du *Mouvement social »*[31], Jean-Louis Robert constate que les articles concernant le mouvement ouvrier n'ont cessé de diminuer depuis 1970. En effet, alors que dans les années 1960, 80% des articles lui étaient consacrés, en 1986, même en « entendant mouvement ouvrier dans un sens large », on en arrive à un petit cinquième.

Dans ces foisonnantes années 1970, le souci de théorisation manifesté dans le n°100 est présent dans d'autres lieux auxquels s'associent les membres du comité du *Mouvement Social*, et bien évidemment Madeleine Rebérioux. Des tables rondes sont organisées à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, sur le terrain de l'historien George Haupt, qui réunissaient Madeleine Rebérioux, Patrick Fridenson, Pierre Bourdieu, Rolande Trempé, et Georges Haupt bien sûr dont le rayonnement a été considérable pour les historiens sociaux français. Dans ces tables rondes tenues au rythme d'une tous les deux mois, il est question de grèves, de sociabilité, d'histoire des femmes, de conscience de classe, de bourgeoisie, de taylorisme. Aux dires de Patrick Fridenson qui y participa, c'était là un laboratoire d'idées qui a irrigué l'histoire sociale et influencé nettement ses évolutions.

A côté du *Mouvement Social*, Madeleine Rebérioux va s'investir dans une autre expérience institutionnelle qui pourra être mise en place grâce à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il s'agit de la constitution d'un groupement de recherche du CNRS, au sein de l'actuel Centre d'histoire social, consacré aux « Travail et travailleurs en France XIXe-XXe ».

[29] « Au Pays de Schneider : prolétariat et militants ouvriers de la Commune à nos jours » n°99, avril-juin 1977.
[30] « Travaux de femmes dans la France du XIXe siècle », *Le Mouvement social*, n°105, octobre-décembre 1978.
[31] « Une radiographie du Mouvement social (1960-1986) », *Le Mouvement social*, n°142, janvier-mars 1988, p. 11-31.

Cette structure, qui avait d'abord été refusée par la droite, sous prétexte que le thème n'était pas pertinent (qui n'est pas un travailleur ? s'étaient entendu répondre Madeleine Rebérioux et Antoine Prost par le directeur du CNRS de l'époque), avait pour but premier de fournir un cadre institutionnel et de nouveaux financements au *Dictionnaire biographique des militants* de Maitron, dont la série 1914-1939 n'était pas achevée. Faut-il rappeler ici que Madeleine Rebérioux a toujours soutenu le *Dictionnaire*, que ce soit en y collaborant ou en s'en faisant la promotrice et qu'elle a été jusqu'à sa mort la Présidente de l'association des Amis du Maitron. Au-delà du *Dictionnaire*, il s'agissait aussi de centrer les recherches sur le travail, ce « point aveugle du marxisme » selon les dires de Patrick Fridenson, ce qui rejoint les propos de Michelle Perrot dans un numéro de 1983 du *Mouvement social* consacré à l'usine : « Nous ne savons rien sur « l'usine : trou noir du travail, du savoir, de l'histoire. L'intérêt qu'elle suscite depuis quelques années, en gros les années 1980, tient en partie à sa disparition »[32]
Le groupement de recherche, qui fonctionnera de 1981 à 1991, sous l'égide de Madeleine Rebérioux et d'Antoine Prost, s'organisera en quelques grands pôles de recherche : automobile, textile, enseignement, sidérurgie, transports, mines…Il s'enrichira aussi de deux pôles : « mutualité », sous la dir. de Michel Dreyfus et « patrimoine de la culture ouvrière et industrielle» sous la direction de l'ethnologue Noëlle Gérôme. Ces pôles sont largement interdisciplinaires mêlant sociologues, historiens, ethnologues et anthropologues. Des séminaires, journées d'études et colloques sont consacrés entre autre aux identités professionnelles. Au sein de ce Greco, une cellule « documentation » est mise en place, qui va permettre à Michel Dreyfus de mener à bien un projet déjà cher à Colette Chambelland et à Jean Maitron : *Le guide des sources en histoire ouvrière, sociale et industrielle en France XIX-XXe* qui sortira en 1983[33].

En conclusion, nous pouvons affirmer que Madeleine Rebérioux a certainement encouragé et accompagné l'évolution de l'histoire ouvrière par son œuvre, son enseignement et son investissement dans des entreprises scientifiques collectives. Beaucoup nous l'on dit, elle était déjà en avance dans les années soixante comme d'autres historiens de sa génération. Comme le fait remarquer Christophe Charle, dans un ouvrage consacré à l'histoire sociale, le modèle labroussien avait déjà, au début des années 1960, fait sauter ses propres cadres car la passion du politique avait poussé les historiens de cette génération à s'intéresser aux minorités

[32] Michelle Perrot, « De la manufacture à l'usine en miettes », in *Le Mouvement social*, n°125, octobre-décembre 1983, p.3.
[33] Paris, Les éditions ouvrières, 1983, 238 p.

agissantes qui font la politique. « Le lancement du *Dictionnaire* de Jean Maitron en 1964, était le signe avant-coureur de cette réorientation en plein labroussisme triomphant»[34]. L' histoire sociale a réussi, nous l'avons dit, à introduire l'homme au cœur de ses préoccupations, elle a élargit ses horizons en essayant d'appréhender de plus en plus d'objets, elle a fait appel sans complexe à des approches empruntées aux autres sciences sociales ainsi qu'à des nouvelles sources, elle s'est investie dans le temps présent. Cette évolution, si elle représente sans conteste un progrès de la discipline historique, n'est pas sans poser des problèmes.

Dans les années 1980-1990, c'est une banalité que de le rappeler, de profondes transformations aux niveaux politique économique et sociale en France, mais également dans les autres pays occidentaux, ont remis en cause la centralité d'une classe ouvrière que l'on arrête par là même d'investir de charges émotionnelles. Cette époque marque le déclin des entités collectives. Parallèlement, le concept de classe perd chez les historiens son caractère de grille de lecture incontournable, ce concept de classe que déjà Madeleine Rebérioux ne voyait plus comme exclusif, mais qui restait pour elle un instrument irremplaçable de compréhension du monde. A la fin des années 1990, dans un livre consacré à la discipline historique, *Douze leçons sur l'histoire*, Antoine Prost écrit, non sans quelques regrets, confirmés lors de notre entretien : « Le paradigme labroussien aurait pu être amendé, mais il a été abandonné parce que nos contemporains ne s'intéressent plus aux questions qu'il permettait de traiter »[35]. Il est également vrai que, si les ouvriers existent toujours, ils sont même en France près de six millions, on peut se poser des questions sur l'existence, actuellement dans les pays occidentaux, d'une classe ouvrière, porteuse de valeurs, d'une identité spécifique, d'une conscience de classe en somme. L'éclatement de la classe ouvrière dont les sociologues témoignent dans leurs travaux semble bien avoir correspondu à une perte de l'objet pour les historiens sociaux, à une « centralité perdue » selon les mots d'Antoine Prost. Chez certains d'entre eux, à la fin des années 1980, le sentiment diffus d'une crise de l'histoire sociale se fait jour. Certes, l'histoire sociale a élargi, oh combien, son champ d'investigation, jusqu'à prétendre au statut d'histoire sociale-globale, mais elle a abandonné dans le même temps l'ambition des grands systèmes, de la très longue durée et des explications globales. Capable de traiter de tous les sujets ou presque dans ses ambitions, elle

[34] « La micro-histoire sociale comme remède aux insuffisances de la macro-histoire sociale », in *Histoire sociale, histoire globale ? Actes du Colloque des 27-28 janvier 1989*, sous la direction de Christophe Charle, Paris, Editions de la maison des sciences de l'homme, 1993, p. 48.
[35] Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Editions du Seuil, p. 231.

se trouve par contre incapable de fournir une vision, une compréhension générale du monde. Paradoxalement, elle devient alors, selon Christophe Charle une « micro-histoire » du fait même de la de la réduction d'échelle et de la restriction du champ d'observation[36]. Antoine Prost va dans le même sens : « L'histoire ne prétend plus à une explication globale des sociétés et cultive non pas des événements mais des objets épars au gré des humeurs de chacun, des structures locales, dotées de leur temporalité propre, qui permettent de s'évader d'un présent ennuyeux »[37] et il ajoute : « la déception envers les paradigmes globaux, marxiste ou structuraliste, qui convient au deuil des grandes espérances collectives et à l'individualisme de la fin du XXe siècle, est aussi renonciation à tenir un discours sur l'ensemble de la société et sur son évolution »[38] .Quelques années plus tôt, en 1987, l'historien François Dosse avait choisi pour titre de son ouvrage « l'histoire en miette »[39], en regardant, il est vrai, plutôt vers l'histoire pratiquée par l'école des Annales. Il y aurait pour lui un fort sentiment de perte de sens chez les historiens qui préféreraient désormais la description à l'explication. Et, en constatant que « l'histoire économique et sociale a laissé la place à une histoire culturelle » il ajoutait « le conflit social et politique entre dominants et dominés reflue sur le culturel »[40]. Si nous suivons François Dosse dans son sévère diagnostic, l'histoire culturelle semble représenter pour bien des historiens sociaux, en perte de repères, comme une histoire refuge, alors que pour Madeleine Rebérioux, l'histoire culturelle n'était qu'une approche parmi d'autres du politique et du social.

Nous ne faisons ici qu'évoquer ces questions qui mériteraient pourtant d'être approfondies car elles nous semblent toujours en débat aujourd'hui. Et qu'en est-il dans tout cela du mouvement social réel, celui qui a donné, sans que personne ne sache trop comment, son titre à la revue ? On assiste actuellement à l'essor de ces mouvements sociaux qu'on dit nouveaux, à côté et quelquefois en étroite conjugaison avec un mouvement ouvrier qui peut paraître essoufflé ou en perte de vitesse. Ces nouveaux mouvements sociaux n'ont pas été ignorés par la revue du même nom ces dernières années, mais ils sont bien loin d'y avoir la place centrale qu'occupait dans le temps le mouvement ouvrier. De même, pour des groupes ou des populations que l'on pourrait sans risque qualifier de dominés, dont l'étude aurait pu prolonger celle du groupe ouvrier. Où donc est passée la question de l'exploitation dont

[36] *Ibid.*
[37] Antoine Prost, *Ibid.*, p. 232-233.
[38] Antoine Prost, *Ibid.*, p. 234.
[39] François Dosse, *L'histoire en miette : des Annales à la « nouvelle histoire »*, Paris, La Découverte, 1987, 268 p.
[40] *Ibid*., p. 172.

Madeleine Rebérioux écrivait : « La question sociale, la question de l'exploitation, de toutes les formes d'exploitation…exige une vision globale de l'humanité… ».[41]

Quoi qu'il en soit, en conclusion, nous ne pouvons que souhaiter aux chercheurs d'aujourd'hui et de demain des « parcours engagés » d'historiens et de citoyens, parcours aussi exemplaires que celui dont Madeleine Rebérioux nous a donné un si bel exemple

François Blum, Rossana Vaccaro
(Centre d'histoire sociale du XXe siècle - Université Paris1/CNRS)

[41] Madeleine Rebérioux, *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Paris, Belin, 1999, 438 p., p. 24.